

« SOUS NOS YEUX » (11/25)

# Les deux France

par *Thierry Meyssan*

Nous poursuivons la publication en épisodes du livre de Thierry Meyssan, *Sous nos yeux*. Dans celui-ci, la France apparaît divisée : d'un côté le président fait le jeu des Anglo-Saxons et son rival gaulliste celui du Qatar, tandis que deux ministres très à droite s'appuient sur l'ancien Premier ministre libyen Baghdadi Mahmoudi pour défendre le peuple libyen. Dans ce moment de vérité, chaque acteur doit se positionner, la peur au ventre. Rares sont ceux qui vont rester fidèles à eux-mêmes.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 20 DÉCEMBRE 2019

ITALIANO PORTUGUÊS TÜRKÇE ESPAÑOL

**C**et article est extrait du livre *Sous nos yeux*.  
Voir la [Table des matières](#).

----- Message transféré -----  
De : [REDACTED]@gmail.com>  
Date : 8 juillet 2011 14:56  
Objet : Initiative - CONFIDENTIEL  
À : [REDACTED]@defense.gouv.fr\* <[REDACTED]@defense.gouv.fr>

Cher Monsieur,

Pour des raisons de confidentialité, le bureau du PM nous demande de vous remettre ce document directement.

Bien cordialement,  
[REDACTED]  
Mob. [REDACTED]

Avancées et concessions par rapport au document de base

Le point numéro 5 du secondly, est une avancée par rapport aux positions maintenues par le père et le fils durant les dernières semaines, particulièrement celle annoncée par Seif dans sa dernière interview.

Cette concession obtenue par le PM pour diriger la négociation politique en dehors du père, du fils et de la famille en général, répond pleinement à ce qu'avait demandé [REDACTED] lors du rdv avec Mohamed Giloushi.

C'est le point clé de la feuille de route. Il faut le protéger et l'appuyer de part l'organisation très

**Mail confidentiel adressé au ministre français de la Défense, Gérard Longuet, en vue d'un règlement pacifique du conflit libyen. Mouammar Kadhafi se retirerait de la vie politique tandis que des membres du gouvernement assureraient la continuité. Gérard Longuet fera allusion à cette négociation secrète le 10 juillet 2011 sur BFMTV.**

## 22— La chute de la Jamahiriya arabe libyenne

Revenons à la guerre. La France est le pays le plus impliqué dans les opérations militaires contre la Libye, totalisant un tiers d'entre elles, alors que les États-Unis eux-mêmes n'en réalisent qu'un cinquième et le Royaume-Uni qu'un dixième.

Au départ, les armées alliées sont simplement coordonnées entre elles. Cependant, dès le 31 mars 2011, Washington impose le commandement unique de l'OTAN. L'armée française passe sous les ordres de l'amiral états-unien James G. Stavridis et de ses adjoints, le général canadien Charles Bouchard, le général états-unien Ralph J. Jodice II et le vice-amiral italien Rinaldo Veri. D'autres États non-membres de l'Alliance sont impliqués dans la nouvelle coalition « à la carte ».

De ce fait, l'état-major français ne connaît de la stratégie générale de la guerre que ce qu'on lui a ordonné de faire et ce que l'OTAN a condescendu à lui dévoiler. Au demeurant, les forces françaises engagées sont largement sous-équipées et non homogènes, de sorte qu'elles sont extrêmement dépendantes de l'OTAN.

Au début de la guerre, la France participe au carnage des 40 000 hommes de l'armée libyenne regroupés à côté de Benghazi, en croyant peut-être qu'ils s'apprêtent à massacrer la population. Durant les cinq mois suivants, elle se contente de bombarder les objectifs qu'on lui assigne. Cependant, elle dispose de quelques troupes au sol chargées de la coordination avec les insurgés. Elle doit donc se rendre à l'évidence et admettre les raisons réelles du cafouillage du commandement initial : les insurgés armés sont peu nombreux et ils sont principalement issus du Groupe islamique combattant en Libye (GICL), c'est-à-dire d'Al-Qaïda.



**Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant,**

**et celui de la Défense, Gérard Longuet, sont les seuls à s'inquiéter de la dérive française et à demander en Conseil des ministres le retrait de la France des guerres de Libye et de Syrie. Ils mèneront une négociation secrète dans le dos du président Nicolas Sarkozy.**

Le ministre de la Défense, Gérard Longuet, est informé précisément des gigantesques manifestations organisées par Mouammar Kadhafi en Tripolitaine et au Fezzan contre l'OTAN. Dès lors, il expose en privé au Président Sarkozy son opposition à cette guerre [1]. Il est notamment rejoint par le ministre de l'Intérieur et ancien secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, qui en sait beaucoup plus que lui. Un troisième homme, le directeur central de la sécurité intérieure, Bernard Squarcini, leur apporte son concours.

Le 29 mars, le Royaume-Uni et la France organisent une réunion à Londres avec leurs principaux alliés. Il est convenu que les salaires versés aux membres du CNTL le seront avec les fonds libyens gelés, via le *Libyan Information Exchange Mechanism* (LIEM). Cette décision est doublement contraire au droit international. Celui-ci interdit en effet de s'ingérer dans un conflit national en salariant des opposants – ceux-ci devant alors être considérés comme des espions – et il est bien entendu interdit de détourner à son profit des fonds gelés.

C'est seulement à cette période que Nicolas Sarkozy a connaissance du trésor dont dispose la Libye : 150 milliards de dollars, dont 143 tonnes d'or et presque autant de tonnes d'argent. Claude Guéant est autorisé à dépêcher l'ancien directeur de la Police nationale, le préfet Édouard Lacroix, pour négocier avec Kadhafi un retrait français en échange d'une partie de ce trésor.



**Le directeur général du Fonds monétaire international, le Français Dominique**

**Strauss-Kahn, est arrêté à New York dans l'avion qui devait le conduire à Berlin, d'où il devait se rendre à Tripoli. Le procureur états-unien abandonnera ultérieurement les poursuites contre lui.**

Les choses se compliquent, le 14 mai, avec l'arrestation à New York du directeur général du Fonds monétaire international, le Français Dominique Strauss-Kahn. Si la neutralisation de son rival socialiste est une bonne nouvelle pour Nicolas Sarkozy, ce qu'il apprend à cette occasion le renforce dans sa volonté de tirer le maximum de profit de la guerre contre la Libye. Strauss-Kahn a été arrêté alors qu'il se rendait à Tripoli via Berlin et devait rencontrer Mouammar Kadhafi avec un collaborateur d'Angela Merkel. L'entretien devait porter sur les expériences monétaires de la Libye (comment se passer du dollar US et du Franc CFA ?). Il devait faire l'objet d'un compte-rendu au G8 de Deauville, quelques jours plus tard. À l'évidence Strauss-Kahn est tombé dans un traquenard tendu par des gens qui connaissent bien ses antécédents. Ses avocats ont beau se précipiter à Tel-Aviv pour y chercher de l'aide, rien n'y fait. Une fois de plus, les partisans du complexe militaro-industriel l'ont emporté sur ceux de l'argent sans patrie [2].

Alors que les négociations secrètes franco-libyennes avancent, le sous-secrétaire d'État Jeffrey Feltman intervient depuis Washington et ordonne à Paris de les interrompre immédiatement.



Nicolas Sarkozy, David Cameron et l'émir Al-Thani créent une nouvelle banque centrale libyenne et une nouvelle compagnie pétrolière qui travaillera avec Total et BP. Le CNTL est autorisé à vendre lui-même le pétrole libyen sur le marché international, sous le contrôle du Qatar, et à en conserver les profits. L'appât du gain était trop fort et personne n'a su attendre la fin du conflit. Dans une lettre adressée à l'émir, le CNTL confirme

attribuer 35 % du pétrole brut à la France ; une quote-part qui correspond à la proportion des bombardements français par rapport à l'ensemble de ceux de la Coalition.

Une fois la Cyrénaïque séparée du reste de la Libye et son pétrole à nouveau exploité, plus rien de significatif n'a lieu sur le champ de bataille. Les habitants de Benghazi ayant retrouvé leur indépendance ne se

considèrent plus intéressés par l'avenir de la Tripolitaine et du Fezzan.

Durant les cinq mois qui suivent, plusieurs personnalités françaises se déplacent en Libye. C'est notamment le cas des avocats Roland Dumas et Jacques Vergès. Les deux hommes proposent aux Libyens de défendre leurs intérêts et de faire lever le gel illégal de 400 millions d'euros de leurs avoirs en France. Ils exigent d'être payés en proportion des sommes en jeu et quittent Tripoli avec 4 millions d'euros en liquide, à titre d'avance. Par la suite, ils envoient un fax manuscrit à Alain Juppé en lui demandant de préciser à quel titre ce gel a eu lieu. La Jamahiriya s'étant effondrée en août, ils n'accompliront jamais le travail pour lequel ils ont été grassement rémunérés.

Un autre avocat, Marcel Ceccaldi, accepte de défendre Khaled Al-Hamedi – le fils du compagnon d'armes de Kadhafi – après que sa femme et ses enfants eurent été visés et tués par l'OTAN pour faire pression sur lui [3]. Il lance aussi plusieurs procédures devant les tribunaux internationaux africains afin de permettre, par la suite, de disposer devant l'ONU de jurisprudence favorable. Après la défaite, ce vieil ami de Gérard Longuet devient le conseil du chef de cabinet du Guide et négocie la levée des poursuites à son encontre en échange de la non-publication des enregistrements des conversations avec Ziad Takieddine durant les négociations et le paiement de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy. Bien que Ceccaldi soit aussi un aventurier, il respecte scrupuleusement ses engagements, y compris après la chute de la Jamahiriya.



**Même Dominique de Villepin était à vendre : il tente avec son ami Alexandre Djouhri de rencontrer Mouammar Kadhafi, non pas en sa qualité d'ancien Premier ministre français, mais au nom de l'émir de Qatar.**

L'ancien Premier ministre, Dominique de Villepin, vient à Djerba (Tunisie)

et demande audience à Tripoli. Il est redevenu avocat et représente l'émir du Qatar. Il est accompagné d'un ami du Président Sarkozy, Alexandre Djouhri, qui a déjà joué les intermédiaires avec la Libye. Il est porteur d'une proposition de reddition en échange d'un sauf-conduit pour Kadhafi et sa famille. Ils reçoivent des émissaires venus s'enquérir de la signification de leur déplacement, mais ne sont finalement pas autorisés à entrer en Libye.

Pour ma part, invité par la fille du Guide, Aïcha Kadhafi, je viens constater ce qui se passe sur place. J'avais le sentiment d'avoir été manipulé depuis que Fidel Castro m'avait parlé avec admiration de Mouammar Kadhafi car le « Commandante » ne s'exprimait pas à la légère. Je constate que les quartiers de Tripoli que le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies avait annoncé rasés par l'aviation libyenne n'ont jamais été bombardés. J'observe que le droit international est favorable à la Jamahiriya et je rédige un plan pour rétablir la vérité et sauver le pays au plan diplomatique. Toutefois, le chef des services secrets, Abdullah Senussi, est persuadé que je suis un espion. On me met donc en attente, le temps de vérifier mon *curriculum vitæ*. La France envoie alors une pseudo délégation de soutien à la Libye composée de « militants » appointant tous aux Renseignements généraux. Ils déposent un dossier attestant de mon opposition à l'accord conclu entre la Libye et l'administration Bush ; des déclarations dures dont je ne m'étais jamais caché et qui avaient conduit Aïcha Kadhafi à me faire venir pour vérifier les faits par moi-même. Cette démarche a le résultat inverse de celui attendu : alors que le ministre des Affaires étrangères, Moussa Koussa, fait défection et rejoint les Britanniques, Mouammar Khadafi me fait entrer au gouvernement, me charge de négocier diverses alliances et de préparer l'Assemblée générale de l'ONU en septembre à New York. Comme je ne veux pas être payé pour une action politique, il est convenu que, si je parviens à faire déclarer illégale l'intervention de l'OTAN par l'ONU, je dirigerai la rédaction d'une chaîne de télévision en anglais pour laquelle des studios sont achetés à Malte sous la présidence de Khaled Bazelya. Je ne disposerai cependant que d'un pouvoir relatif car Mouammar Kadhafi continuera à négocier par un autre canal avec Israël, la France et les États-Unis.

Le gouvernement a largement déserté. Il ne reste que six ministres en place, dont deux incapables. Cependant, malgré les apparences, leurs positions restent floues. Certains, comme celui du Pétrole, Choukri Ghanem, prétendent faire défection pour retrouver le droit de circuler en Europe et

débloquer des fonds libyens. Tout le monde se méfie de tout le monde. Soupçonné d'être passé à l'ennemi, le ministre Abdul Ati Al-Obeidi est arrêté et torturé par Abdullah Senussi une journée durant. C'est une méprise. Conscient qu'il peut encore sauver son peuple, il continue héroïquement son travail en claudiquant, sans rien dire.

Comme son Guide, la Jamahiriya arabe libyenne n'a pas de politique d'alliance. Dès la guerre commencée, elle n'a plus comme amis que quelques États africains dont l'Afrique du Sud, plus Cuba, la Syrie et le Venezuela. La Russie de Dmitri Medvedev l'a trahie provoquant une vive réaction de l'ambassadeur Vladimir Chamov –qui est relevé de ses fonctions– et du Premier ministre Vladimir Poutine –qui attend son heure [4]. La Chine, avec laquelle elle a un fort contentieux dans la Corne de l'Afrique, refuse de prendre position. Pire, poussée par le vent, une partie de ses anciens alliés lui tourne le dos. C'est notamment le cas du Président Abdoulaye Wade du Sénégal. Après avoir été longtemps particulièrement choyé par Kadhafi, il est le premier à le condamner et à le faire savoir.

Je crains que l'affaire de l'imam Moussa Sader, disparu en Libye ou en Italie en 1978, ne rende difficile le rapprochement avec les chiïtes. Il n'en est rien. Il semble que, malgré les déclarations publiques des dirigeants libanais, un doute plane sur sa véritable personnalité. Il a fondé Amal, le Mouvement des déshérités, (aujourd'hui présidé par le milliardaire Nabih Berri) et a sorti les chiïtes libanais de leur condition. Mais pour certains, il aurait été un espion du Shah ce qui aurait joué un rôle dans la scission du Hezbollah d'avec son parti.

J'accorde une grande importance à renouer des liens avec l'Iran, qui accepte de recevoir une délégation à très haut niveau, et avec la Résistance libanaise. Je reconnais, parmi les journalistes présents à Tripoli, la photographe états-unienne Tara Todras-Whitehill, dont je sais le rôle qu'elle a joué pour le Mossad lors de l'assassinat de Rafic Hariri. Je propose donc de la retenir à Tripoli, d'informer le Liban et de préparer son extradition en signe de bonne volonté. Erreur de ma part : Mouammar Kadhafi poursuit ses contacts avec les Israéliens et envoie un de ses enfants négocier à Tel-Aviv. Abdallah Senussi hésite une nouvelle fois à m'arrêter. Todras-Whitehill me défie lorsque nous nous rencontrons à nouveau.



**La célèbre photo-journaliste new-yorkaise Tara Todras-Whitehill serait une agente du Mossad. Selon l'enquête de l'ancien inspecteur de police judiciaire est-allemand Jürgen Cain Kulbel, elle a joué un rôle central dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri.**

Le Guide sombre dans l'irrationnel. Il héberge une Bédouine qui entre en transe. Par sa voix, des anges lui parlent. Elle le persuade que tout cela va bien finir. À un moment donné, les États-Unis se retireront comme ils ont poussé au conflit. Sans explication. Cette femme et sa famille véhiculent un lourd obscurantisme. Aucune discussion n'est possible. Lorsque je pose des questions ingénues, son père me répond qu'il « accepte de parler à l'infidèle » – moi en l'occurrence –, que « cela ne le dérange pas ».

Le 27 juin, l'armée française bombarde l'antenne émettrice de la télévision libyenne à la seconde précise où Youssef Shakir, journaliste vedette et ancien membre d'Al-Qaïda, me donne la parole.

Croyant pouvoir prendre l'opinion publique à témoin, la Jamahiriya autorise la presse étrangère à couvrir le conflit. Des centaines de journalistes accourent du monde entier pour voir les traces des bombardements de l'OTAN. Il arrive que ceux-ci aient manqué leur cible, qu'ils aient touché un bâtiment et laissé intact un autre. Il s'avère que, dans chacun de ces cas, une seconde frappe suit immédiatement le passage des journalistes. Ne parvenant pas à identifier lequel est en contact avec l'OTAN, Mouammar Kadhafi décide de regrouper tous les journalistes à l'hôtel Rixos et de n'autoriser leurs sorties qu'accompagnés de policiers. Les bureaux du porte-parole du gouvernement, Moussa Ibrahim, y sont également installés. Pendant que son équipe travaille au complet, tous les ordinateurs sont brusquement piratés. Les données défilent à toute vitesse sur les écrans et les claviers ne répondent plus. Il faut couper l'alimentation

pour interrompre le piratage. Là encore, il est impossible de savoir quels « journalistes » ont organisé cette opération. Abdullah Senussi décide alors d'utiliser un logiciel qu'il a acheté à une société française. Celui-ci permet de pirater la totalité des e-mails d'un compte depuis sa création, en entrant dans la mémoire du serveur qui les stocke. Les résultats sont ahurissants. La presque totalité des journalistes présents, y compris les Français, sauf les Russes, les Sud-Américains et le correspondant de l'AFP, sont des espions travaillant principalement pour la CIA et le MI6. Avant de venir en Libye et depuis des ordinateurs qu'ils n'ont pas transportés avec eux, ils ont échangé soit des dossiers de candidature, soit des ordres de mission par courriel avec leur centrale.

D'une manière générale, les équipes de télévision sont composées de trois ou quatre personnes. Le journaliste de guerre qui apparaît à l'écran est un correspondant de la centrale qui lui fournit des informations sur tous les théâtres d'opération. La plupart ont couvert les guerres d'Afghanistan et d'Irak avant de venir en Libye – malgré les apparences, ils ne sont pas nombreux. Deux techniciens assurent la prise d'images et de son. Ce sont généralement des membres de Forces spéciales sous couverture. Enfin, les équipes états-uniennes comprennent en plus un producteur qui est en fait un agent opératif en mission.



Les bombardements quotidiens, quoique généralement extrêmement ciblés, blessent ou tuent leur lot de « victimes collatérales ». En outre, certaines cibles sont uniquement choisies de manière criminelle, comme le font des racketteurs, pour marquer les esprits et contraindre à la soumission.

La politique se déroule dans trois bâtiments : tous les dirigeants politiques, sauf le Guide, ont été regroupés pour leur sécurité à l'hôtel Radisson Blue ; les invités étrangers sont reçus au Corinthia, qui abritera le gouvernement provisoire ; tandis que les journalistes sont surveillés à l'hôtel Rixos, qui sera partiellement détruit.



**Gérard Longuet, ministre de la Défense, et Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères. Les deux hommes se détestent cordialement. Le premier —ancien militant du parti politique d'extrême-droite Occident— a tenté, en vain, de s'opposer à la guerre contre la Libye, le second —prétendument « gaulliste »— a organisé l'engagement français.**

Une réunion secrète est organisée au Joint Force Command de Naples par l'OTAN. La France y est représentée par son ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, et non pas par son ministre de la Défense, Gérard Longuet, qui est opposé à la guerre. En 2004, Juppé, ancien Premier ministre, avait été condamné par la Cour d'Appel de Nanterre à 14 mois de prison avec sursis et un an d'inéligibilité pour prise illégale d'intérêt. Cette décision, particulièrement clémente –il avait été condamné à 10 ans d'inéligibilité en première instance– l'avait conduit à quitter la France et à s'installer un an au Québec. En réalité, il passait de longues semaines à Washington et, par ambition, devint néoconservateur. Interrogé sur sa présence à la réunion de Naples, le cabinet d'Alain Juppé répondra qu'il n'a pu s'y rendre car il était en vacances à cette date.

Pour constituer l'armée de libération nationale, la France choisit les généraux Abdelfattah Younès et Khalifa Haftar. Le premier était jusqu'en février l'un des compagnons de Kadhafi. On ignore comment la DGSE est parvenue à le retourner. Cependant, il continue à entretenir des relations avec Saïf el-Islam Kadhafi. Haftar a trahi son pays lors de la guerre du Tchad. Il travailla pour la France et les États-Unis avant d'être forcé de fuir et de s'installer à Langley (USA), près du siège de la CIA. Cependant, Younès est arrêté, torturé, mutilé et assassiné fin juillet. Son corps est partiellement brûlé et mangé. Bien que chacun fasse semblant d'ignorer ce qui s'est passé, il a été exécuté –à la suite d'un traquenard que lui a tendu

Mustafa Abdel-Jalil – par les hommes d'Abdelhakim Belhadj (Al-Qaïda), réunis au sein de la Brigade du 17 février.



**L'ancien Premier ministre libyen Baghdad Mahmoudi menait les négociations secrètes avec le ministre français de la Défense, Gérard Longuet. Il était extrêmement fidèle à Mouammar Kadhafi, mais dénonçait le comportement de voyous de plusieurs de ses enfants. Après la guerre, il sera condamné à mort, puis finalement libéré grâce à son avocat, Me Marcel Ceccaldi, en juillet 2019.**

Juste avant le début de la réunion de Naples, un négociateur secrètement dépêché par Nicolas Sarkozy quitte Tripoli en hors-bord. La décision a déjà été prise d'en finir. Le piège se referme. Il sera désormais impossible d'entrer et de sortir de Tripoli, par air, par terre et par mer. Pendant ce temps, le Parlement français autorise l'attaque de la Libye. À l'Assemblée nationale où l'on ignore tout de ce qui se trame en coulisse, le président du groupe sarkozyste, Christian Jacob, n'hésite pas à rendre un hommage hypocrite aux militaires en mission. « Ces soldats, souvent très jeunes, se sont engagés pour défendre notre pays et nos valeurs, au péril de leur vie. Nous savons ce que nous leur devons et la France entière a conscience de la valeur de leur sacrifice ». Tout en révélant qu'ils sont envoyés exclusivement dans le cadre d'une guerre de conquête coloniale, très loin des valeurs républicaines : « Le drapeau français flotte à Benghazi et c'est pour nous une source d'immense fierté », hurle-t-il sous les applaudissements de ses confrères.

Alors que j'explique à mes amis que le Conseil atlantique n'autorisera jamais l'OTAN à passer outre le mandat du Conseil de sécurité de l'ONU et à bombarder Tripoli, Washington piétine les statuts de l'Alliance. Formant une conjuration, il réunit un « Comité de Défense » secret à Naples. Seuls

les États les plus proches y sont invités (la France, l'Italie, le Royaume-Uni, la Turquie) et quelques amis de la région (l'Arabie saoudite, Israël, le Qatar). Ensemble, ils définissent la manière dont ils vont utiliser les moyens de l'OTAN et placer le Conseil atlantique devant le fait accompli.

Le relevé des décisions de cette réunion précise les cibles de chaque unité. Parmi elles, des Forces spéciales françaises reçoivent mission de m'éliminer. Des avis de recherche – concernant une quinzaine de Libyens et moi – sont d'ailleurs distribués dans Tripoli au lendemain de sa chute. Avec mes compagnons, je passe cependant au travers des mailles du filet grâce à des États et à des personnes – dont Walter E. Fauntroy, ancien membre du Congrès des États-Unis et ancien assistant de Martin Luther King Jr –, y compris des équipes de télévision française et russe qui viennent juste d'arriver. De retour dans son pays, Fauntroy témoignera avoir vu lui-même des soldats réguliers français et danois aux côtés d'Al-Qaïda décapiter des Libyens.



**L'ancien compagnon de Luther King, Walter E. Fauntroy, témoignera avoir vu lui-même des soldats réguliers français et danois décapiter des Libyens aux côtés des jihadistes. Dans son pays, il sera immédiatement accusé d'escroquerie et contraint de fuir à Dubaï. L'affaire sera close quelques années plus tard.**

La prise de Tripoli est un déluge de feu durant trois jours. Environ 40 000 personnes sont tuées sans que l'on puisse distinguer les militaires des civils, reproduisant le massacre commis par les troupes italiennes en 1911. Tous les barrages situés aux principaux carrefours de la ville sont bombardés, puis les hélicoptères britanniques descendent dans les rues pour mitrailler indistinctement tous ceux qui s'y trouvent. La ville n'a pas été correctement défendue car son gouverneur militaire avait été corrompu par l'OTAN et avait renvoyé ses soldats chez eux juste avant l'attaque.

Durant la bataille, Mouammar Kadhafi se réfugie dans un bunker situé sous l'hôtel Rixos où les « journalistes » étrangers ont été préalablement regroupés. Leur présence empêche la Coalition d'avoir recours à l'arme aérienne. Le parc est donc cerné par la brigade d'Al-Qaïda commandée par l'Irlandais Mehdi Al-Harati – l'agent de la CIA qui a participé à l'opération turque de la Flottille de la Liberté pour Gaza – et encadré par des Forces spéciales françaises. L'hôtel est défendu par Khamis Kadhafi et ses hommes.

Lorsque la défaite est certaine, les Kadhafi fuient à Syrte. Pour ma part, je retrouverai d'abord les Gardiens de la Révolution que la République islamique d'Iran a envoyés pour me sauver, puis je fuirai vers Malte à bord d'un petit navire affrété par la Tchéquie pour l'Organisation internationale pour les migrations. Avant notre départ, mes compagnons et moi seront successivement fouillés par l'OTAN, par les Senussi, par les Frères musulmans et par sa branche d'Al-Qaïda en Libye. Les passagers ont été sélectionnés d'un commun accord entre l'OTAN – qui vient de changer d'avis à mon égard – et les Kadhafistes afin que les deux groupes leur laissent traverser les lignes de combat. À bord, je me retrouve aussi bien avec l'ancienne maîtresse de Saïf el-Islam qu'avec les Forces spéciales italiennes qui ont provoqué la guerre en tirant depuis les toits sur les manifestants et les policiers à Benghazi, le 16 février 2011.

Enfin à Syrte, le Guide négocie avec des Israéliens son départ vers le Tchad. C'était un piège. Le 20 octobre, il est arrêté par les Forces françaises et Al-Qaïda, violé, torturé et assassiné.

Loin de rengainer leurs armes, les « révolutionnaires » libyens, c'est-à-dire Al-Qaïda, se retrouvent comme en Afghanistan, puis en Yougoslavie, avec le vent en poupe.

## 23— Le transfert des combattants libyens en Syrie

Avant même la chute définitive de Tripoli, les États-Unis font converger leurs employés du Conseil national de transition libyen et du commandement d'Al-Qaïda à l'hôtel Corinthia. Le bâtiment est placé sous la protection des services britanniques, alors que l'on continue à se battre dans la ville et que les rues désertes sont jonchées de cadavres. L'ancien numéro 3 d'Al-Qaïda au plan mondial, Abdelhakim Belhadj, est nommé gouverneur militaire de la capitale. Alain Juppé déclare au *Parisien* du 26 août : « Quand on m'interroge sur le coût de l'opération – le ministère de la Défense parle d'un million d'euros par jour – je fais remarquer que c'est aussi un investissement sur l'avenir. Les ressources du pays ont été confisquées par Kadhafi qui a accumulé les stocks d'or. Cet argent doit servir au développement de la Libye ; une Libye prospère sera un facteur

d'équilibre pour la région ».

Le 1er septembre, une conférence internationale éclair entérine à Paris le « changement de régime ». Moins d'un dixième des 50 milliards de dollars libyens bloqués sont libérés. On ignore ce que sont devenus les 100 milliards restant du Trésor libyen.



**120 000 morts plus tard, Nicolas Sarkozy et David Cameron célèbrent leur victoire à Benghazi. Mais est-elle contre Mouammar Kadhafi, contre la Tripolitaine ou contre les Libyens ?**

Le 15 septembre, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé et BHL se rendent avec David Cameron à Benghazi, escortés par des centaines de policiers et militaires français et britanniques. Ils sont triomphalement acclamés par 1 500 personnes triées sur le volet. Ils viennent prendre possession du pétrole qu'ils ont conquis. Dans une brève allocution, le Président Sarkozy annonce que la France se tient non seulement aux côtés de la Libye mais de « tous les peuples arabes qui voudront se libérer de leur chef ». Il ne pense déjà plus qu'à attaquer la Syrie et à s'emparer de ses colossales réserves de gaz.

L'émir Al-Thani peut se frotter les mains. La presse internationale le célèbre comme défenseur de la démocratie, lui qui pratique l'esclavage dans son pays (Kafala). La conquête de la Libye ne lui a coûté que 20 000 tonnes d'armes et 400 millions de dollars.



**Dès la chute de la Jamahiriya arabe libyenne, la confrérie des Sénoussi rétablit l'esclavage.**

Précisément, dès le renversement de la Jamahiriya arabe libyenne à Tripoli, des habitants de Bengahzi arrêtent les Noirs qui n'ont pas pu s'échapper. Ils sont mis en cage et exhibés comme des animaux. L'antique tradition esclavagiste des populations bédouines nomades sur les Noirs sédentaires ressurgit.



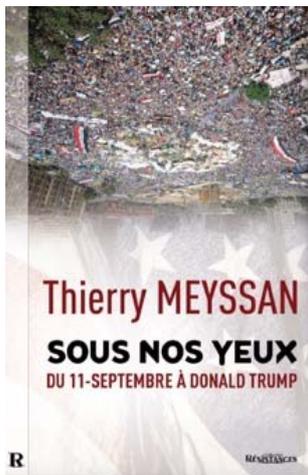
**Après avoir transformé Amnesty International en une lucrative entreprise d'appel de dons, Ian Martin est devenu représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en Libye. Vitali Tchourkine, ambassadeur russe au Conseil de sécurité, a révélé qu'il avait transféré les combattants d'Al-Qaïda en Libye vers la Turquie puis la Syrie en les présentant comme des « réfugiés ».**

En novembre 2011, le représentant spécial de Ban Ki-moon et ancien secrétaire général d'Amnesty International, Ian Martin, organise le transfert par bateau de 1 500 jihadistes d'Al-Qaïda vers la Turquie [5]. Officiellement ces hommes, célibataires et armés, sont des « réfugiés ». Ils sont placés sous l'autorité d'Abdelhakim Belhadj – qui n'a pas pour autant quitté ses fonctions à Tripoli – et de Mehdi Al-Harati. Débarqués en Turquie, ils sont

transportés par des autobus affrétés par le MIT (services secrets turcs) à Jabal Al-Zouia en Syrie. Ils constituent la première unité de l'armée syrienne libre (ASL) sous commandement français. Belhadj retournera en Libye à Noël, après avoir été reconnu en Syrie par un journaliste espagnol d'*ABC*. Mehdi Al-Harati créera alors un autre groupe, Liwaa Al-Umma (la Brigade de la Nation islamique), afin de former des combattants syriens. En septembre 2012, ce groupe réintégrera l'armée syrienne libre.

(À suivre...)

*Thierry Meyssan*



Ce livre est [disponible en français](#) en version papier.

---

[1] *Pour la peau de Kadhafi : Guerres, secrets, mensonges : l'autre histoire (1969-2011)*, Roumiana Ougartchinska & Rosario Priore, Fayard (2013).

[2] « [Obama, la guerre financière et l'élimination de DSK](#) », par Thierry Meyssan, *Komsomolskaïa Pravda* (Russie), *Réseau Voltaire*, 26 mai 2011.

[3] « [Le massacre de Sorman](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 1er juillet 2011.

[4] « [L'ambassadeur Chamov accuse Medvedev de trahison en Libye](#) », *Réseau Voltaire*, 26 mars 2011.

[5] « [La Libye, les bandits-révolutionnaires et l'ONU](#) », par Alexander Mezyaev, Traduction Julia, *Strategic Culture Foundation* (Russie), *Réseau Voltaire*, 17 avril 2012.

---

Source : « Les deux France », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 20 décembre 2019, [www.voltairenet.org/article206777.html](http://www.voltairenet.org/article206777.html)